



# Capacités africaine

NUMÉRO 2 | MARS - AVRIL 2014

## Dans ce numéro:

Le Mot du SE | L'ACBF donne un coup de fouet à l'Institut national d'études législatives grâce à une subvention de 900 000 \$ | Fondation pour la recherche économique et sociale, Tanzanie | L'ACBF entreprend des études essentielles sur le renforcement des capacités à travers le Groupe d'études stratégiques | Les rapports nationaux du Comité des instituts politiques de l'ACBF soulignent les forces et faiblesses des capacités en Mauritanie et au Mali | La présidente du Conseil des gouverneurs de l'ACBF abrite une réunion, sollicite de l'appui pour l'ACBF | Le groupe de la Banque africaine de développement appuie le PSMT III avec une subvention de 4,6 millions USD | Connaissances en ligne pour le renforcement des capacités | Le Sénégal prêt à abriter la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs



### Le Mot du Secrétaire Exécutif

#### Chers amis

Bienvenue à cette deuxième édition de notre bulletin. Les gouverneurs de l'ACBF se réuniront les 26 et 27 juin 2014 à Dakar, Sénégal, à l'effet de discuter de questions pertinentes relatives à l'action de la Fondation ainsi que de son renforcement et financement de manière à lui permettre de poursuivre la promotion du renforcement des capacités à travers l'Afrique. Le Conseil des gouverneurs constitué des ministres des Finances, de l'Economie et du Plan des Etats membres africains, en plus des représentants d'organisations bilatérales et multilatérales, examinera également la question du renforcement des capacités pour la mobilisation des ressources intérieures du continent.

La mobilisation de ressources intérieures additionnelles permettra aux pays africains de mettre en œuvre les priorités continentales de transformation. L'Afrique dispose de ressources à même d'accompagner l'élaboration et la mise en œuvre d'instruments fiables de financement intérieur au-delà des recettes fiscales. Fonds de pension, envois d'argent de la diaspora, revenus tirés des minéraux et des combustibles minéraux, réserves internationales, liquidités du secteur bancaire, fonds de capital-investissement et les flux potentiels de ressources tirées de la titrisation des envois d'argent. Le développement des capacités humaines et institutionnelles en vue de mobiliser et employer efficacement ces ressources libérera le potentiel de développement de l'Afrique.

Au niveau de l'ACBF, nous venons de boucler un trimestre très chargé. Parmi les faits saillants de nos activités on note la mise en place du Groupe d'études stratégiques de l'ACBF (GES) et la deuxième assemblée annuelle du Comité des instituts politiques (CIP). Il s'agit là de deux réseaux des connaissances appuyés par l'ACBF

en vue de s'attaquer aux enjeux des centres d'études et de recherches en politiques, la recherche, la formulation et la mise en œuvre des politiques. Nous continuons à rassembler les données pour deux de nos principales publications en 2014 : le rapport 2014 sur les capacités africaines, qui portera sur le renforcement des capacités pour l'intégration régionale et une étude en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD) portant sur l'enquête sur les besoins en capacités communautés économiques régionales.

Concernant la mobilisation de ressources, l'ACBF a reçu le 31 mars une subvention de 4,6 millions USD de la Banque africaine de développement (Bad) qui permettra à la Fondation de continuer à améliorer le renforcement des capacités en Afrique dans le cadre de sa stratégie en vigueur. Je suis heureux de vous informer que les pays membres africains continuent de faire preuve d'un soutien ferme à l'ACBF par leurs contributions. Nous remercions le gouvernement de la République du Bénin pour sa contribution au titre du troisième plan stratégique. Nous y associons Mme Ngozi Okonjo – Iweala, Ph.D., ministre chargée de la coordination de l'économie et ministre des Finances de la République fédérale du Nigéria et présidente du Conseil des gouverneurs de l'ACBF qui a abrité une réunion des membres du Conseil des gouverneurs de l'ACBF venus prendre part le,

29 mars dans la capitale nigériane, Abuja, à la 7e réunion conjointe UA/CEA des ministres des Finances, du Plan et de l'Economie. La réunion à laquelle 36 pays africains ont été représentés a discuté de la mobilisation de ressources pour le renforcement des capacités en Afrique. La signature le 27 mars d'un accord de subvention entre l'ACBF et l'Institut national d'études législatives du Nigéria (NILS) a eu également lieu à Abuja.

En se projetant sur le prochain trimestre du 19 au 21 mai, l'ACBF en collaboration avec l'Initiative Think Tank, réunira les centres d'études et de recherches africains et d'autres parties prenantes à l'effet d'identifier les besoins essentiels de renforcement des capacités afin d'améliorer la qualité de la recherche et disséminer les résultats de trois études (en Afrique, Amérique latine et Asie du Sud). Ces études ont été commandées par l'Initiative Think Tank (TTI) en vue d'examiner les relations entre les groupes de réflexion et les universités. L'ACBF est également partenaire de la 15e assemblée annuelle de Global Development Network (GDN) qui se tiendra à Accra, Ghana, du 18 au 20 juin. La rencontre a pour thème : « Transformation structurelle en Afrique et ailleurs ».

La prochaine édition du bulletin donnera davantage d'informations sur ces questions. Nous attendons avec impatience vos réactions.



## NOS ACTIVITES

### **L'ACBF donne un coup de fouet à l'Institut national d'études législatives grâce à une subvention de 900 000 \$**

Dans la poursuite de ses efforts visant à renforcer les capacités législatives du Parlement nigérian,

la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique a renforcé sa contribution à l'Institut national d'études initiatives par l'octroi d'une subvention de 900 000 \$ jusqu'en 2016. L'accord de formalisation de l'assistance a été signé à Abuja, capitale du Nigéria, le 27 mars 2014.

Le projet de renforcement des capacités de NILS (NILS – CAP) ambitionne d'accompagner les efforts de l'Assemblée nationale du Nigéria et du Parlement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest afin d'améliorer la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et gérer avec efficacité les ressources nationales de la sous-région. Son objectif est d'améliorer les capacités des législateurs du Nigéria et de la sous-région à exécuter efficacement leurs missions, encourager l'apprentissage et les meilleures pratiques tout en renforçant la capacité institutionnelle de NILS à perfectionner

le renforcement des capacités législatives et les services de recherche de la sous-région de la CEDEAO.

Après le retour du pays à un régime démocratique en 1999, l'ACBF a aidé le gouvernement nigérian à lancer le Projet de recherche et d'analyse des politiques (PARP) en 2004, en tant que groupe de réflexion et organisation de renforcement des capacités législatives. Elle a alloué une subvention de 2 millions de dollars pour la première phase PARP, de 2004 à 2008, et 2 autres millions de dollars américains pour la seconde phase, de 2008 à 2012. Le projet est passé depuis d'un groupe de réflexion à une institution permanente légalement constituée en raison de son succès initial qui est allé au-delà de ses objectifs dans pratiquement tous ses domaines d'activité.

À titre d'exemple, il a contribué à former les législateurs nouvellement élus ainsi que leur personnel d'appui à exécuter efficacement leurs fonctions. Cette formation s'est faite à travers l'organisation d'ateliers et de séminaires, de cours de courte durée, de conférences, d'échanges d'expériences, d'études et de recherches. Avant la fin de l'année 2011, le PARP avait réussi à consolider les comités législatifs et la communication de l'information législative, les applications et systèmes des technologies de l'information et de la communication, entre autres.

En plus des législateurs, la direction de l'Assemblée nationale, les greffiers de comités et les sténographes parlementaires ont bénéficié du financement des deux phases du PARP. Environ 6000 d'entre eux ont pris part à des conférences nationales et internationales, voyages d'études, séminaires et retraites qui ont énormément amélioré leurs compétences. Avec le soutien continu de l'ACBF, NILS dans son plan de développement stratégique pour 2013 – 2016, espère « que les capacités et la culture législatives des assemblées nationales et régionales produiront des processus législatifs de qualité et accompagneront la démocratie ».

Depuis 2000, la Fondation a été au premier rang des efforts de renforcement des capacités parlementaires en Afrique, tant au plan national que régional. Sa contribution dans ce domaine stratégique trouve son origine dans

son engagement à accompagner la bonne gouvernance en tant que condition nécessaire de réduction de la pauvreté. A travers l'appui parlementaire, l'ACBF aide à améliorer l'obligation de rendre compte, la participation et l'appui au développement de leaders transformationnels en Afrique.

## ARTICLE

### Fondation pour la recherche économique et sociale, Tanzanie

#### Célébration de 20 années de soutien de l'ACBF au renforcement des capacités en Tanzanie

La Fondation pour la recherche économique et sociale se distingue des 15 centres d'études et de recherches de Tanzanie. Depuis sa création il y a près de 20 ans, elle joue un rôle catalyseur dans les réformes socio-économiques du pays. Il n'est guère étonnant qu'elle soit classée parmi les 30 premiers groupes de réflexion d'Afrique d'après une étude de l'université de Pennsylvanie en 2011. Grâce au soutien actif de l'ACBF au cours des 20 dernières années, ESRF a pu entreprendre des recherches fondamentales pour les secteurs public et privé, les organisations de la société civile, le Parlement et le secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Elle effectue également des études commandées pour des organisations internationales comme la Banque mondiale, la BAD et les agences onusiennes.

L'objectif principal de ESRF est de renforcer les capacités en matière d'analyse des politiques et de prise de décision à travers la recherche et la réflexion stratégique. ESRF a réussi à mettre en place une équipe de professionnels qualifiés et créer un environnement propice à la discussion autour des enjeux de développement économique et social. C'est le fruit d'un partenariat entre les décideurs et les praticiens d'une part et la communauté de la recherche d'autre part. Partant de sa fonction de base qui est de conduire la recherche, ESRF articule et facilite le dialogue des politiques, organise des formations et offre des services consultatifs de courte durée sous forme d'études commandées, de conseils et prend part à divers groupes de travail et commissions gouvernementales.

La Fondation a entrepris un travail d'analyse en profondeur sur l'évaluation socio-économique, l'éducation, la santé, l'eau, l'agriculture, les tendances de la pauvreté, la croissance favorable aux pauvres et la pauvreté chronique, pour ne citer que quelques-uns. Dans une large mesure, ces études ont contribué à l'élaboration de la stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté (NSGRP) ou au processus de revue Mkukuta, dans la langue locale. Elle est également reconnue par les parties prenantes clés comme une institution déterminante en matière de renforcement des capacités d'analyse des politiques économiques. Les bénéficiaires de ses programmes de renforcement des capacités se comptent dans de nombreux secteurs – organismes publics, ONG, organisations de la société civile et du secteur privé.

L'examen des politiques, les ateliers de discussion et le dialogue des politiques ont été les activités les plus populaires de la Fondation. Parmi les résultats d'examen des politiques les plus appréciés figurent la Vision 2025 sur le développement de la Tanzanie, Development Vision 2020 des îles de Zanzibar, la politique minière, la politique d'investissement, le document de stratégie de réduction de la pauvreté, la politique de développement rural et la stratégie de développement rural.

ESRF est chargée de la gestion de Tanzania Development Gateway – un portail Internet qui permet de se mettre en réseau avec plus de 6 000 visiteurs par jour et Tanzania Online – une passerelle vers les informations sur les enjeux de développement avec plus de 32 000 visiteurs par jour. Elle abrite également le réseau

des connaissances de la Tanzanie (TAKNET) – un forum qui permet aux professionnels de se mettre en réseau, partager et échanger des expériences et des connaissances avec près de 500 membres enregistrés. La bibliothèque de la fondation et les technologies de l'information, offrent une bonne dorsale pour un centre national et régional de gestion des connaissances plus solide (KMC) en matière d'analyse des politiques et de gestion du développement. Il convient également de signaler que le gouvernement tanzanien a d'abord confié en 2000 à ESRF la mission de conduire le processus de préparation de la Vision de 2025 du développement national du pays.

Entre 2010 et 2011, soit près de 10 ans après avoir préparé le document sur la Vision 2025, ESRF a été encore choisie par la Commission du plan du cabinet du président pour réviser l'état de mise en œuvre de la vision et identifier les nouveaux enjeux tels que la crise financière mondiale, les cours du carburant, la concurrence entre les biocarburants et la production vivrière, le changement climatique, les sources d'énergie alternative, l'urbanisation, l'exploration et l'exploitation du gaz naturel, du fer et de l'uranium – à prendre en compte dans la réalisation des objectifs fixés.

L'institution a également pris part à des études continentales. Deux de ces projets ont porté sur la transformation économique des pays africains : le cas de la Tanzanie, qu'elle a menée en collaboration avec ACET du Ghana ainsi que des études régionales telles que des études sur l'intégration régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est, effectuées en collaboration avec les centres d'études et de recherches du Kenya, d'Ouganda et du Rwanda. Parmi ses publications importantes on note les documents de recherche et de travail. Il y a aussi la série Tanzania Political Economy, la revue économique trimestrielle (QER), le bulletin d'information d'ESRF et les rapports annuels d'ESRF. Certaines de ses productions sont publiées ailleurs ; à travers par exemple Overseas Development Institute (ODI), le réseau de recherche en politiques de l'Afrique australe et de l'Est, Consumer Unit and Trust Society (CUTS) et un certain nombre de journaux de référence.



Bien que perçue comme un groupe de réflexion mature, sa contrainte majeure reste l'insuffisance de financements. Même si elle est rémunérée pour certaines de ses activités, les revenus ainsi générés sont insignifiants par rapport à ses besoins. L'ACBF a approuvé au cours des 20 ans au total 11 millions USD en appui à l'institution, assurant ainsi un investissement à long terme afin de lui permettre d'offrir de précieux services au pays et à la région. Elle mérite toute l'assistance qu'elle peut obtenir pour rester pertinente.

## RESULTATS

### RESEAUX DES CONNAISSANCES

#### **L'ACBF entreprend des études essentielles sur le renforcement des capacités à travers le Groupe d'études stratégiques**

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique a mis sur pied, le 7 mars à Lusaka son Groupe d'études stratégiques, (GES). Le rôle principal de l'organe est d'aider la Fondation à identifier et centrer ses services de renforcement des capacités conformément aux besoins des protagonistes nationaux et régionaux. La cérémonie de lancement a réuni des experts du savoir du monde universitaire, des organisations de développement international, des centres d'études et de recherches appuyés par l'ACBF et d'anciens membres des groupes et réseaux techniques consultatifs (TAPNET) d'Afrique et de la diaspora.

Le GES a lancé le premier concours d'études stratégiques 2014 l'ACBF en vue de générer des connaissances pour la politique de renforcement des capacités au profit du développement de l'Afrique. Les études comprendront une analyse critique, conceptuelle et empirique des enjeux, défis, opportunités et possibilités en rapport au renforcement des capacités en Afrique. Les propositions retenues seront publiées dans le cadre des études opérationnelles et de recherches thématiques de l'ACBF et disponibles en septembre 2014. La demande de communications du GES a porté sur 6 domaines comprenant :

- Impératifs des capacités en vue de réaliser l'Agenda 2063 de l'Union africaine

- Approches d'économie politique : quelles leçons pour déterminer les politiques nationales ?
- Le chômage des jeunes dans les pays africains : renforcement des capacités et stratégies novatrices
- Impératifs des capacités pour le développement et le financement des infrastructures en Afrique
- Modèles alternatifs pour la croissance économique en Afrique : État, causes et marche à suivre
- Choix stratégiques après 10 ans de BRICS : de la dépendance à l'action ?

Entre autres résultats de la cérémonie de lancement en Zambie, le groupe a arrêté la composition, les modalités, les rôles et responsabilités du GES ainsi que les domaines d'intérêt thématiques pour 2014. Il a accueilli la création du GES, déclarant que la composition et la diversité de ses membres offre l'unique occasion d'avoir un point de vue multidisciplinaire sur les enjeux nécessitant l'attention de l'ACBF et de ses parties prenantes. Le groupe a affirmé la nécessité d'accroître la participation des femmes ainsi que celle d'organisations régionales telles que l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD.



Il a également invité la Fondation à centrer ses activités sur son action principale de renforcement des capacités et de jouer le rôle d'agence centrale de renforcement des capacités. Par ailleurs, la rencontre a estimé que la Fondation devrait servir de 'plaque tournante' coordonnant le renforcement des capacités à travers le continent. Pour leur part, les membres du GES ont promis aux ambassadeurs de l'ACBF de continuer, individuellement et collectivement, à promouvoir la cause de la Fondation sur le continent et à l'étranger.

### **Les rapports nationaux du Comité des instituts politiques de l'ACBF soulignent les forces et faiblesses des capacités en Mauritanie et au Mali**

Deux rapports nationaux ont été soumis à l'examen du Comité des instituts politiques de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, du 25 au 26 avril à Nouakchott, capitale de la Mauritanie située en Afrique de l'ouest. Il s'agissait des rapports du pays hôte, la Mauritanie, et de son voisin, le Mali. La soumission des rapports a été le moment phare de la rencontre qui a revisité les solutions de renforcement des capacités en Afrique. Les participants ont examiné de manière critique les rapports afin d'y réagir de manière avisée et d'assurer l'appropriation des recommandations. Le rapport du Mali a donné les grandes lignes de toutes les principales politiques de développement économique et social élaborées au cours de la période allant de 1960 à 2014 et évalué leurs résultats en termes de PIB et de croissance économique. Les principaux résultats identifiés indiquent que ces principaux indicateurs sont essentiellement portés par l'agriculture, laquelle dépend grandement des incertitudes du climat. Par ailleurs, les tendances de la croissance économique du Mali sont très faibles et irrégulières du fait d'une prise de décision politique douteuse et, enfin, aucune attention n'a été accordée au renforcement durable des capacités.

Le rapport a souligné par ailleurs l'absence de capacités comme caractéristique commune expliquant l'échec des différentes politiques de développement appliquées depuis l'indépendance. Les faiblesses spécifiques et manquements ont été l'absence d'une bonne

compréhension de la vision nationale à tous les niveaux, des politiques basées sur de mauvais diagnostics, des prévisions peu réalistes, des faiblesses techniques dans la mise en œuvre stratégique des politiques et programmes, le faible leadership des organes de décision, la mauvaise gouvernance aux plans institutionnel et individuel et l'insuffisance des ressources humaines et des outils méthodologiques. Le CIP a fait des recommandations pour les trois principaux secteurs du Mali – pour le secteur public, centrer le renforcement des capacités sur le développement du leadership, la gestion appropriée de l'État et des politiques publiques, la bonne gouvernance, une planification prospective et stratégique, la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire en fonction du changement climatique. Concernant le secteur privé, les capacités devraient être renforcées pour la gestion financière, notamment les outils de calcul, les négociations sur le commerce international, les stratégies de création d'emplois, le financement du secteur privé, l'analyse et la promotion des politiques publiques. Pour la société civile, les capacités devraient être renforcées pour l'analyse et l'évaluation des politiques, le plaidoyer et le lobbying ainsi que la surveillance sociale.

La Mauritanie a présenté un tableau différent. Le CIP a reconnu la prise en compte des dimensions du renforcement des capacités dans pratiquement chaque secteur de l'économie. Cependant, le pays affiche une croissance économique relativement faible. Les contraintes des capacités identifiées sont à la fois humaines et institutionnelles. La principale recommandation est que la Mauritanie élabore un plan national d'orientation des capacités qui aidera à réaliser un diagnostic clair et complet des initiatives de renforcement des capacités et de leurs résultats. Les contraintes identifiées et auxquelles il faudrait s'attaquer immédiatement sont l'absence d'un plan national de renforcement des capacités, la faible coordination des différents programmes dans ce domaine, le double emploi entre les différents ministères et services, l'absence d'évaluation des supports de renforcement des capacités, la faible mobilisation de l'expertise nationale et le manque de formation locale sur la formulation/gestion des politiques et stratégies, projets et programmes.

# PARTENARIATS

## La présidente du Conseil des gouverneurs de l'ACBF abrite une réunion, sollicite de l'appui pour l'ACBF

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) a offert le 29 mars 2014 à Abuja, Nigéria, un déjeuner en l'honneur des ministres africains des Finances, du Plan et du Développement économique. L'événement qui s'est déroulé en marge la 7<sup>e</sup> réunion conjointe UA/CEA des ministres des Finances, du Plan et de l'Economie a été l'occasion de remercier les délégués pour l'appui permanent de leurs pays à l'ACBF au fil des ans, a déclaré l'hôte principale, Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Ph.D., présidente du Conseil des gouverneurs, ministre chargée de la coordination de l'économie et ministre des Finances du Nigéria.

Mme Okonjo – Iweala a déclaré dans son allocution que l'appui des pays africains avait « augmenté les ressources de la Fondation de 3 % en moyenne, au cours des 20 premières années, à 15 % avec le troisième Plan stratégique à moyen terme en cours d'exécution (PSMT III 2012 – 2016). » Sur les 28,15 millions USD promis par les pays au titre du PSMT III à ce jour, seuls 10,3 millions USD ont été payés, a-t-elle déclaré. Elle a vivement salué le Cameroun, la Guinée, le Rwanda et le Zimbabwe qui ont entièrement versé leurs contributions et exprimé l'espoir que les promesses des autres soient effectivement converties en décaissements.

La présidence du Conseil des gouverneurs a également invité les pays membres à accroître leurs contributions financières afin de renforcer l'attractivité de la Fondation. Ils devront également renforcer leur appui politique à l'ACBF afin que toutes les promesses faites pour sa pérennité soient entièrement décaissées. À cet égard, elle a exhorté les Etats membres à prendre part aux réunions du Conseil des gouverneurs et de défendre la Fondation lors d'événements internationaux tels que les réunions de la Banque mondiale et de la BAD.

« L'ACBF a reçu des contributions de la Banque mondiale (100 millions USD), de la Banque africaine de développement (50 millions USD) de la Suède (10 millions USD) au titre de son plan stratégique à moyen terme en application », en plus des promesses de contributions des pays membres, a-t-elle déclaré. « Il est par conséquent crucial que nous nous mobilisions afin de veiller à ce que ces promesses soient versées en totalité. » En plus des Etats membres africains, des organisations internationales qui ont apporté leur appui à ce jour comprennent les partenaires bilatéraux tels que la Banque mondiale, la BAD, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds monétaire international. Parmi les partenaires bilatéraux on note l'Autriche, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, la Grèce, l'Inde, l'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique.

La présidente en a également appelé aux pays membres de l'ACBF à veiller à ce que la pérennité financière à long terme de la Fondation lui permette de poursuivre la mission de renforcement des capacités sur le continent. Pour ce faire, elle a indiqué qu'un comité permanent du Conseil des gouverneurs chargé de la mobilisation de ressources a été mis sur pied. Sous la direction de l'Afrique du Sud, sa mission est de porter le fonds de dotation de la Fondation à un niveau qui rendra son financement plus prévisible et soutenable. Trente-six (36) pays ont pris part à la réunion.

## NOS RESSOURCES

### Le groupe de la Banque africaine de développement appuie le PSMT III avec une subvention de 4,6 millions USD

Le Groupe de la Banque africaine de développement et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique ont signé le 31 mars à Tunis un accord octroyant 4,6 millions USD à l'ACBF en vue de la mise en œuvre de son troisième Plan stratégique à moyen terme (PSMT III).

## CONNAISSANCES

### Connaissances en ligne pour le renforcement des capacités

L'économiste en chef et vice-président, le Pr Mthuli Ncube, a signé au nom de la banque et le secrétaire exécutif, le Pr Emmanuel Nnadozie, a représenté la Fondation. La subvention est une preuve supplémentaire de la solidité du partenariat entre la banque et l'ACBF, un partenaire stratégique essentiel des pays membres régionaux de la banque pour le renforcement des capacités, a déclaré le Pr Ncube. La banque est décidée à travailler à la matérialisation de la seconde tranche de son appui à l'ACBF, a-t-il ajouté.

Le Pr Nnadozie a remercié la banque pour son engagement permanent auprès de l'ACBF et souligné la complémentarité de l'action de la Fondation avec les opérations de la BAD sur le continent. Il a exprimé sa gratitude à la banque pour l'engagement renouvelé à honorer la seconde tranche de sa promesse de contribution au titre du PSMT III.

La subvention, approuvée par le conseil d'administration de la banque le 17 février, représente la première tranche d'un montant total de 33 millions UC (50,2 millions USD) en appui au PSMT III. Elle sera destinée à l'appui de l'ACBF à l'Institut de gestion macro-économique et financière (MEFMI) de l'Afrique orientale et australe, l'Institut national d'études législatives (NILS) du Nigéria et les Perspectives de la gouvernance en Afrique (PGA), une initiative conjointe du Groupe de la banque et de l'ACBF.

La bibliothèque virtuelle de l'ACBF sur le renforcement des capacités (VLCD) <http://elibrary.acbfpack.org> s'est vu attribuer récemment un numéro international normalisé des publications en série (ISSN) devenant ainsi un des rares organes d'archivage institutionnels en Afrique inscrite auprès de ROAD et le premier au Zimbabwe. ROAD est un répertoire de ressources scientifiques d'accès libre mis sur pied par le Centre international ISSN avec l'appui du secteur communication et information de l'Unesco. Pour plus d'informations sur ROAD, visiter <http://road.issn.org>.

La VLCD est une bibliothèque numérique polyvalente qui offre une interface rapide, bien structurée et unifiée permettant d'accéder gratuitement à des copies intégrales sur le renforcement des capacités, produites et publiées par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), ses réseaux et partenaires. Les collections de la VLCD comprennent des ouvrages, des documents hors-série, des documents de travail, des rapports, des mémoires sur le développement, des notes d'enseignements, des actes de conférence, etc. Divers bases de données, passerelles, portails, journaux, ouvrages et informations électroniques pertinents sont d'autres sources de référence auxquelles on peut accéder par la VLCD.



# ÉVÉNEMENTS

## Le Sénégal prêt à abriter la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs

Le Sénégal est en train de prendre les dernières dispositions pour abriter la 23e réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de l'ACBF, du 26 au 27 juin à Dakar. Le thème de la rencontre : « Renforcer les capacités pour la mobilisation des ressources intérieures en Afrique. »

Pour une bonne organisation de la réunion, une délégation de l'ACBF s'est rendue à Dakar du 11 au 14 mars. Avec le ministre sénégalais de

l'Economie et des Finances, M. Amadou Ba, le secrétaire exécutif de l'ACBF, le Pr Emmanuel Nnadozie, a remercié le gouvernement d'avoir accepté d'abriter la rencontre qui constitue un événement majeur du calendrier de la Fondation.

La réunion du CG offrira aux gouverneurs l'occasion de discuter des défis auxquels est confronté le renforcement des capacités en Afrique, a déclaré le Pr Nnadozie. Il est impératif que les pays africains accélèrent la mobilisation de ressources pour le renforcement des capacités afin de conduire le développement national, régional et continental, a-t-il ajouté. Le CG est constitué des ministres des Finances et de l'Economie. Il est l'organe directeur de la Fondation.



**18-20 juin 2014**

**Global Development Network (GDN), 15e réunion annuelle : transformation structurelle en Afrique et ailleurs, Accra, Ghana**

**26 – 27 juin 2014:**

**réunion annuelle du CG : Renforcer les capacités pour la mobilisation des ressources intérieures en Afrique, Dakar, Sénégal**